

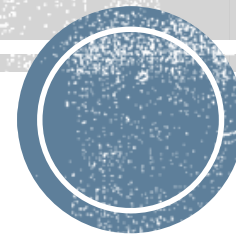


CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

Note de la CSL sur l'impact potentiel de CETA sur les services publics

Chambre des salariés

Conférence de presse, 2 juin 2016



Plan de la note

- 1. Réflexions générales sur le CETA
- 2. Législations luxembourgeoises mises en danger

Un accord de nouvelle génération

- Couvre les investissements, sauf par exemple dans le domaines des services audiovisuels
- Notions d'investissement et d'investisseur extrêmement larges
 - Investissement : entreprise, prêt à une entreprise, droits de propriété intellectuelle, actions, participation dans une entreprise
 - Investisseur : une **personne physique** ou une entreprise, **une filiale suffit (!)**, mais pas une succursale (« branch »)
- Accès au marché
- Traitement national et de la nation la plus favorisée
- Traitement juste et équitable
- Protection contre l'expropriation directe et indirecte
- Possibilité de saisir l'ISDS, devenu l'ICS

Right to regulate **fortement limité**

- Les parties réaffirment leur droit de réguler
- « for greater certainty », le simple fait de réguler d'une façon négative pour un investissement ne constitue pas une violation de l'Accord
- “for greater certainty, a Party’s decision not to issue, renew or maintain a subsidy in the absence of any specific commitment under law or contract to issue, renew, or maintain that subsidy does not constitute a breach of the provisions of this Section” (article 8.9, 3.)
- Cessation d'un subside ou remboursement d'un subside uniquement si c'est dans le cadre d'une obligation internationale entre parties ou si demandé par une juridiction (article 8.9, 4.)
- Traitement juste et équitable : Le Tribunal considère s'il existe pour un investisseur une “attente légitime” (legitimate expectation) sur laquelle il s'est basé pour décider ou maintenir un investissement (article 8.10, 4.)

L'ISDS est mort, vive l'ISDS !

- Nécessité d'un tel tribunal ?
- Discrimination des investisseurs européens !
- Droit de réglementer : déclaration d'intention
- Choix des arbitres
- Simple déplacement des dispositions sur l'éthique
- Un mécanisme d'appel à mettre en œuvre par ... le Joint CETA Committee
- Interaction avec la Cour de justice de l'Union européenne

Une structure complexe

- Services exercés dans le cadre du pouvoir gouvernemental exclus des chapitres sur l'investissement et le commerce transfrontalier de services ; également exclus : services audiovisuels et partiellement transports aériens
- Réserves par système de listes négatives → « list it or lose it »
- Réserves Annexe 1 : effet « standstill » et effet « cliquet » : pas de nouvelle règle permise et pas de possibilité de revenir en arrière
- Réserves Annexe 2 : droit de créer de nouvelles réglementations

Des réserves ressemblant à un gruyère

- « public utilities » ? Services publics ?
- Éducation, santé et services sociaux : quid de la notion du financement mixte : « *So könnte ein Tribunal zB vertreten, dass als öffentlich finanzierte Leistungen im Fall von Mischfinanzierungen nur solche gelten, die überwiegend öffentlich finanziert sind.* » (Etude autrichienne citée dans la note de la CSL)
- Des réserves luxembourgeoises difficiles à comprendre : pharmacies, avocats, pavillon luxembourgeois!
- **Des réserves ne préjudiciant pas le droit de demander des dédommagements par un investisseur** : « *Hinzu kommt noch, dass der Vorbehalt keine Ausnahme von den Investitionsschutzstandards in Kap 10 Abschnitt 4 darstellt. Änderungen im innerstaatlichen Finanzierungsregime, die den Marktanteil eines bereits etablierten privaten kanadischen Bildungsanbieters oder Krankenhausbetreibers verringern, könnten daher zu einem Investor-Staat-Schiedsverfahren führen. In diesem Zusammenhang ist noch einmal der weite Investitionsbegriff im CETA hervorzuheben. Erfasst sind etwa auch Unternehmensbeteiligungen kanadischer Investoren etc, was im Ergebnis zu einem sehr weiten Kreis potentieller Kläger führt.* »

Législations luxembourgeoises concernées

- Législation ASFT
 - *Augmentation du nombre de personnel qualifié à employer pour encadrer des personnes âgées ou des enfants*
 - *Adoption de nouvelles exigences linguistiques supplémentaires, comme par exemple la maîtrise du luxembourgeois ou d'une autre langue, et impliquant des recrutements ou d'importantes mesures de formation du personnel*
 - *Diminution de la durée du travail hebdomadaire des salariés avec maintien de leur niveau de salaire ou encore en cas d'augmentation des salaires fixés dans la convention collective déclarée d'obligation générale dans le secteur ASFT*
 - *Diminution des subsides alloués aux prestataires (privés) de services sociaux, comme par exemple une baisse du montant des chèques-service accueil*
 - *Augmentation structurelle du salaire minimum (non-prévue par la législation actuelle)*
- « REGULATORY CHILL »

Législations luxembourgeoises concernées

- Loyers : « *Eine Senkung der Mietzinsobergrenzen oder die Einführung einer Mietpreisbremse (nach deutschem Vorbild) können in Konflikt mit den Interessen kanadischer Investoren geraten, die derartige Regelungen als indirekte Enteignung werten könnten* ».
 - Enseignement/formation
 - Adoption de nouvelles exigences en termes de qualification du personnel, certification des contenus des formations, ou encore de nouvelles exigences concernant les locaux par exemple qui représentent un surcoût non-négligeable pour l'investisseur
 - Une modification à la baisse de la participation de l'État au financement de ces établissements
 - Taxis et auto-écoles : Une fois l'accord CETA en place, serait-il encore admissible pour le Luxembourg de faire marche arrière et re-réglementer ces domaines notamment s'il est établi que les effets de la libéralisation ne sont pas ceux attendus ?
- « REGULATORY CHILL »

Vers un élargissement continué du champ d'application

- Un accord « vivant » : services et concessions de services : « the EU stands ready »
- « Technical barriers to trade » à démanteler
- Une ribambelle de comités existe « to manage the implementation » et « to report to the CETA Joint Committee »: Committee on Trade in Goods, Joint Management Committee for Sanitary and Phytosanitary Measures, Committee on Services and Investment, Joint Committee on Mutual Recognition of Professional Qualifications
- Décision du CETA Joint Committee, éventuellement technical working group
- Domaines concernés par le pouvoir décisionnel : amender le chapitre sur les barrières techniques, le contenu de l'obligation du traitement juste et équitable, fonctionnement du tribunal d'appel, etc.

Autres sources d'inquiétude

- Accord mixte ?
- Principe de précaution ancré dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, comme l'action préventive en matière environnementale; CETA :
« lorsqu'il existe des risques de dommages graves ou irréversibles, le manque de preuve scientifique irréfutable ne peut être utilisé pour repousser l'adoption de mesures efficaces en termes de coût visant à prévenir des dégradations de l'environnement »
- Marchés publics
- Un chapitre sur le travail décevant

Conclusion

- Le CETA soulève de nombreuses interrogations et il n'est pas concevable de donner l'accord à ce Traité sans avoir les garanties et réponses nécessaires aux questions qui se posent
- Pour la CSL, des clarifications s'imposent pour protéger les services publics
- Les réserves posées par le Luxembourg sont largement insuffisantes, notamment comparées à celles d'autres pays
- Les dispositions prévoyant l'institution d'une justice parallèle, « Investment court system », doivent être supprimées